

Le syndicat des journalistes anglais appelle à boycotter Yahoo !

lefigaro.fr (avec AP) du 06 juin 2006,

Le moteur de recherche est accusé d'avoir livré des renseignements sur l'identité de journalistes chinois, qui ont permis leur arrestation.

Le syndicat anglais des journalistes (NUJ) veut pousser Yahoo dans ses retranchements. Dans une lettre adressée à Dominique Vidal, vice-président du moteur de recherche pour l'Europe, le NUJ reproche à Yahoo sa décision de fournir aux autorités chinoises des informations leur permettant d'identifier des journalistes. Le syndicat demande à ses 40.000 adhérents de ne plus utiliser les outils de Yahoo, moteur de recherche ou services de mails. Une décision qui pourrait peser lourd dans la réputation du concurrent de Google.

Yahoo a été cité comme source d'informations dans plusieurs décisions de justice qui ont entraîné la condamnation de journalistes chinois favorables à la démocratisation de leur pays. C'est le cas de Li Zhi, un journaliste qui avait parlé de démocratie sur un forum Internet, condamné en mai à huit ans de prison. Il a été identifié par les autorités chinoises grâce aux informations fournies par le moteur de recherche. Shi Dao, un autre journaliste, a été condamné quant à lui à dix ans de prison pour avoir transmis à la presse étrangère un mail en provenance du gouvernement chinois.

Yahoo : « pas d'autre choix » que de donner les informations

Dans sa lettre, le NUJ estime que « les actions de Yahoo sont un soutien inacceptable aux autorités chinoises ». Selon le NUJ, le gouvernement chinois « possède un record atroce en matière de censure, et il est essentiel que le reste du monde s'y oppose publiquement ».

L'annonce du syndicat anglais des journalistes fait suite à une décision rendue par l'Institut International de la Presse. Fin mai, cet organisme avait appelé les sociétés étrangères travaillant en Chine à « ne pas coopérer avec la censure » et à « ne pas fournir d'informations sur les utilisateurs qui pourraient servir à poursuivre des journalistes ».

Yahoo se défend de collaborer passivement avec les autorités chinoises. Mais comme l'explique Dominique Vidal, le groupe n'a pas d'autre choix que de donner ces informations, sous peine de se voir interdire le marché chinois. Le moteur de recherche annonce qu'il a l'intention de demander l'aide du gouvernement américain sur cette question.

Dimanche, une série de stars anglaises se sont jointes à la campagne initiée par le quotidien anglais *The Observer* et Amnesty International pour faire cesser la censure sur Internet.

Yahoo n'est pas, loin de là, la seule société informatique à être pointée du doigt pour sa collaboration avec les autorités chinoises. Google avait censuré la version chinoise de son moteur de recherche d'images pour qu'elle n'affiche aucune photo de la répression de la contestation étudiante place Tien An Men en 1989. Microsoft avait fermé son weblog chinois sur demande de Pékin.

Pour mieux résister à Google et ses algorithmes de recherche sophistiqués et marquer sa différence, Yahoo s'oriente résolument vers le « social search », la recherche à visage humain. Dès lors, il est à craindre que l'appel au boycott lancé par le syndicat britannique des journalistes ne nuise à l'image de ce groupe.